

## Revue de presse du 1<sup>er</sup> au 15 octobre 2020

|                          |          |
|--------------------------|----------|
| <b>EUROPE</b> .....      | <b>2</b> |
| BOSNIE-HERZEGOVINE ..... | 2        |
| CHYPRE .....             | 2        |
| ESPAGNE.....             | 2        |
| GRECE.....               | 3        |
| ITALIE .....             | 4        |
| ROYAUME-UNI .....        | 4        |
| <b>AFRIQUE</b> .....     | <b>5</b> |
| ALGERIE .....            | 5        |
| DJIBOUTI.....            | 5        |

## Europe

### ***Bosnie-Herzégovine***

- Infomigrants, [En Bosnie des centaines de migrants expulsés d'un camp de l'OIM](#), le 1<sup>er</sup> octobre.
- News24, [Bosnie : des centaines de migrants expulsés des camps dirigés par l'ONU](#), le 1<sup>er</sup> octobre.
- Le Courrier des Balkans, [Bosnie-Herzégovine : les réfugiés pris en otage du mille-feuille institutionnel](#), le 9 octobre.

En Bosnie-Herzégovine l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) gère sept camps regroupant près de 7 000 exilé·e·s. Le pays est limitrophe de la Croatie (membre de l'UE) et tous deux sont sur la route migratoire des Balkans. La Croatie a fermé ses frontières en 2017, bloquant de nombreux·ses exilé·e·s du côté bosnien. En soutien, l'UE a octroyé 60 millions d'euros à la Bosnie principalement pour la gestion des camps. Le 30 septembre dernier, les autorités de la région de Krajina, où sont regroupés la majorité des camps du pays, ont ordonné l'évacuation du camp de Bira géré par l'OIM. Elles justifient cette décision par le manque de soutien de la part des autres régions bosniennes et par la pression de la population locale qui réclame le départ des exilé·e·s. À la suite de l'évacuation, certaines personnes ont été abandonnées dans les bois et près de 350 autres ont été transférées vers un autre camp – celui de Lipa – qui concentre déjà plus de 1 000 exilé·e·s. Ce camp est destiné à la période estivale et ses infrastructures ne sont adaptées ni à l'hiver ni à l'arrivée de ces personnes nouvellement déplacées. L'approvisionnement en eau et en électricité est aussi insuffisant. Les autorités cantonales et municipales bosniennes prévoient d'évacuer un second camp, sans préciser où les personnes migrantes pourront se rendre. Avec ces fermetures et la surpopulation du camp de Lipa, les exilé·e·s sont forcé·e·s de dormir dans la rue.

### ***Chypre***

- L'Express, [L'exil par la mer, ultime issue à la misère au Liban](#), le 2 octobre 2020\*.
- Le Monde, [Des Libanais s'exilent par la mer au péril de leur vie](#), le 3 octobre 2020.

D'après le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR), entre juillet et septembre environ 24 embarcations d'exilé·e·s auraient quitté le Liban pour rejoindre l'île de Chypre. L'État chypriote s'oppose à ces arrivées et selon Human Rights Watch (HRW)<sup>1</sup> : « *au cours de la première semaine de septembre 2020, les garde-côtes chypriotes ont sommairement repoussé, abandonné, expulsé ou renvoyé plus de 200 migrants [...]* ». Ces personnes n'ont donc pas pu, notamment, déposer de demandes d'asile.

### ***Espagne***

- Euractiv, [Aux Îles Canaries, la pression migratoire est « insoutenable » selon Bruxelles](#), le 6 octobre 2020.
- La Vanguardia, [Canarias recibe más de 1.000 migrantes a bordo de 37 pateras en 72 horas](#) [ES], le 10 octobre.

---

<sup>1</sup> Dont le rapport est disponible [ici](#).

D'après le Ministère espagnol de l'Intérieur, 6 081 exilé·e·s sont arrivé·e·s aux Canaries depuis le début de l'année 2020. Ce nombre est six fois supérieur à celui enregistré en 2019 à la même période. Ces derniers jours, entre le 8 et le 10 octobre, plus d'un millier de personnes est arrivé à bord de 37 embarcations. Cette augmentation peut s'expliquer par le renforcement des mesures sécuritaires en Méditerranée centrale qui force les exilé·e·s à modifier leurs itinéraires migratoires<sup>2</sup>. En guise de réponse, la Commissaire européenne aux Affaires Intérieures, Ylva Johansson, a annoncé sa volonté d'accentuer le soutien des institutions européennes au contrôle migratoire en Mauritanie. L'objectif affiché est de renforcer les mesures sécuritaires pour endiguer ces départs des côtes africaines (Mauritanie, mais aussi Sénégal et Gambie), a priori en direction des Canaries, et donc de l'Espagne.

### *Grèce*

- Al Jazeera, [Lead poisoning fears at Greek refugee camp built on military site](#) [EN], le 2 octobre 2020.
- La Libre.be, [Asile et migrations – À Lesbos, le nouveau camp de migrants est « pire que Moria »](#), le 3 octobre 2020.
- Le Monde, [A Lesbos, le gouvernement grec veut fermer presque toutes les structures d'accueil des réfugiés](#), le 9 octobre.
- La Libre.be, [Grèce : un nouveau camp « fermé » sera construit à Lesbos d'ici l'été](#), le 12 octobre.
- Le Courrier des Balkans, [Grèce : Athènes joue la politique du pire pour décourager les réfugiés](#), le 12 octobre.

Un nouveau camp proche du village de Panagiouda (au sud-est de Lesbos) a été construit en septembre 2020 à la suite de l'incendie qui a détruit celui de Moria. Les exilé·e·s, qui ont été forcé·e·s par la police grecque de s'y rendre, dénoncent des conditions de vie extrêmement difficiles. Le camp est construit sur une zone inondable et les craintes se sont confirmées le 8 octobre après une averse, qui a causé l'inondation de 80 tentes inadaptées. De plus, cet ancien champ de tir de l'armée grecque qui sert aujourd'hui de lieu d'hébergement présente des risques sécuritaires et sanitaires du fait de la présence d'anciennes munitions. Elles sont majoritairement composées de plomb dont les particules se retrouvent dans l'air et certaines pourraient ne pas avoir explosé. Le camp est dépourvu d'un accès à l'eau potable, à l'électricité et un seul repas est distribué par jour. Pour compenser le manque de nourriture, les exilé·e·s doivent s'approvisionner dans les commerces proches. Or seulement 1 000 sorties sont autorisées chaque jour, ce qui est insuffisant au vu du nombre de personnes présentes (près de 9 000) et qui confirme le fait que les exilé·e·s présent·e·s dans le camp ne sont pas libres d'aller et venir. Une nouvelle infrastructure doit être opérationnelle à Lesbos dès l'été 2021. Elle entraînera la fermeture de la structure d'accueil de Pipka et du camp de Kara-Tepe à la mi-octobre. L'ensemble des exilé·e·s qui s'y trouvent seront déplacé·e·s vers le camp proche de Panagiouda ce qui accentuera, entre autres, sa surpopulation.

- Le Figaro, [Refoulements de migrants : une trentaine d'ONG appellent le parlement grec à « une enquête urgente »](#), le 6 octobre 2020.

---

<sup>2</sup> Voir la revue de presse du 15 au 30 septembre disponible [ici](#).

Les autorités grecques sont accusées d'avoir refoulé de nombreuses embarcations d'exilé·e·s de la Grèce vers la Turquie. Pour mettre fin à cette pratique illégale de *push-back*, une trentaine d'ONG (dont Human Rights Watch et Amnesty International) réclament l'ouverture d'une enquête par le Parlement grec. Les ONG Oxfam et WeMove Europe ont déjà déposé plainte en septembre dernier auprès de la Commission européenne pour dénoncer ces pratiques<sup>3</sup>.

### **Italie**

- Infomigrants, [Italie : dans les navires de quarantaine, des centaines de migrants enfermés loin des regards](#), le 6 octobre 2020.

De nombreux·ses exilé·e·s sont actuellement enfermé·e·s sur des ferries amarrés au large des côtes italiennes (près de Palerme et d'Augusta en Sicile, ainsi qu'en Calabre). L'objectif prétexté serait de limiter la surpopulation dans les camps italiens et d'imposer une période de quarantaine du fait de l'épidémie de Covid-19. Néanmoins, certaines des personnes sont gardées à bord de ces navires plus longtemps que les mesures sanitaires ne le nécessitent. L'un des navires, stationné au large du port d'Augusta depuis le 29 août dernier<sup>4</sup>, compterait ainsi près de 700 exilé·e·s à son bord. Selon un député tunisien interrogé, les personnes présentes sur ces bateaux ne peuvent pas avoir de contacts avec un avocat ni faire de demande d'asile. Selon Infomigrants certaines d'entre elles seraient directement débarquées vers des centres de rétention. La majeure partie de ces personnes est d'origine tunisienne. Pour éviter une expulsion vers leur pays d'origine, plusieurs exilé·e·s auraient tenté de fuir en sautant à la mer. Une personne est toujours portée disparue et la crainte qu'elle ne se soit noyée est forte.

- La Libre, [Asile et migration – L'Italie immobilise le navire de sauvetage de Alan Kurdi](#), le 9 octobre.

Le navire *Alan Kurdi* de l'ONG de sauvetage Sea-Eye a été immobilisé par les autorités italiennes en Sardaigne. Après un contrôle des garde-côtes, « des irrégularités qui peuvent mettre en danger les passagers » auraient été constatées, sans plus de précisions. Une fois de plus, une ONG de sauvetage est criminalisée par une décision davantage politique que pour les raisons techniques avancées.

### **Royaume-Uni**

- Courrier International (Paris), [Immigration. Système par points, centres offshores : Londres dans les pas de l'Australie](#), le 1<sup>er</sup> octobre 2020\*.
- Infomigrants, [Royaume-Uni : le gouvernement cherche par tous les moyens à empêcher les arrivées de migrants](#), le 1<sup>er</sup> octobre 2020.
- The Guardian, [UK offshore detention proposal could create “human rights disaster”, Australian experts warn](#), le 1<sup>er</sup> octobre 2020.

Le Royaume-Uni s'apprête à quitter l'Union européenne au début du mois de janvier 2021. À cette date, sa politique migratoire sera officiellement indépendante de celle des autres États membres et les frontières seront de nouveau matérialisées. En réponse aux arrivées d'exilé·e·s

---

<sup>3</sup> Communiqué de presse disponible [ici](#).

<sup>4</sup> Article de La Gazzetta Augustana datant du 8 septembre 2020 : <https://www.lagazzettaaugustana.it/augustasaliranno-a-duc-le-navi-quarantena-in-rada-svuotati-hotspot-e-centro-migranti-a-lampedusa/>

depuis les côtes françaises (1 951 comptabilisées pour le seul mois de septembre), le gouvernement britannique a annoncé vouloir prendre de « nouvelles » mesures. Si certaines semblent irréalisables d'un point de vue logistique – et ont d'ores et déjà été mises de côté (création de centres extracontinentaux au milieu de l'océan Atlantique ou dans des pays étrangers) – la volonté d'externaliser l'asile en plus des contrôles frontaliers reste forte chez les autorités britanniques. Dans cette optique, les autorités semblent vouloir créer des structures *offshores* dans des ferries inutilisés. La gestion des mouvements migratoires était une promesse des autorités politiques en faveur du Brexit mais ces réflexions sont aussi imputables à l'influence australienne sur le gouvernement. En effet, l'ancien premier ministre du pays, Tony Abbott, a été nommé conseiller au Royaume-Uni sur les questions commerciales. L'Australie a été critiquée à de nombreuses reprises pour sa politique d'externalisation en matière d'immigration et d'asile, pour enfermer systématiquement les exilé·e·s arrivé·e·s par voie maritime dans des camps situés en Papouasie-Nouvelle-Guinée et à Nauru (pays avec lesquels l'Australie a signé des accords). Une douzaine de décès se seraient produits dans ces camps et des cas d'automutilation et de suicides ont été recensés. La directrice de HRW en Australie a qualifié ces structures de « *catastrophe pour les droits de l'Homme* ».

## Afrique

### *Algérie*

- Infomigrants, [Algérie : HRW dénonce les milliers d'expulsions illégales de migrants vers le Niger](#), le 9 octobre.

Selon Human Rights Watch<sup>5</sup> 16 000 personnes ont à nouveau été refoulées de l'Algérie vers le Niger depuis le début de l'année 2020<sup>6</sup> sous couvert d'un accord entre les deux pays<sup>7</sup>. Ces renvois ont eu lieu sans que les situations individuelles des personnes n'aient été examinées alors que des demandes d'asile pouvaient être formulées. Certains témoignages font état d'actes de violences à l'encontre de personnes migrantes. Des exilé·e·s affirment ainsi avoir été abandonné·e·s par l'armée algérienne dans le désert avec pour seule information la direction à suivre.

### *Djibouti*

- RFI, [Des passeurs éjectent des migrants d'un bateau au large de Djibouti : au moins huit morts](#), 5 octobre 2020.

Les États de Djibouti et du Yémen sont séparés par le détroit de Bab-el-Mandeb. Ce bras de mer est un lieu de passage important des mouvements migratoires régionaux. Des ressortissant.e.s yéménites cherchent à fuir leur pays en guerre en rejoignant Djibouti (où selon l'OIM, 2 000 personnes seraient arrivées ces dernières semaines). À l'inverse des personnes migrantes d'origine africaine – notamment des ressortissant.e.s éthiopien·ne·s et somalien·ne·s

---

<sup>5</sup> Dont le rapport est disponible [ici](#).

<sup>6</sup> Des rapports plus anciens traitant de la même question sont aussi disponibles [ici](#) (2016) et [ici](#) (2018).

<sup>7</sup> Voir la note de Migreurop n°6 : [Niger : ingérence et néocolonialisme, au nom du développement](#).

– cherchent à se rendre dans la péninsule arabique (11 000 personnes auraient ainsi tenté de rejoindre le Golfe en janvier 2020). Le 4 octobre dernier des trafiquants auraient jeté à la mer une vingtaine de personnes d’origine éthiopienne qui cherchaient à rejoindre la ville djiboutienne d’Obock. Les corps de huit d’entre elles ont été repêchés et douze autres sont portées disparues.